

**SABOTAGE DU SERVICE PUBLIC ET "AUDIT DE SECURITE" ?**

Mais qui doit être sur le banc des accusés ???

La fermeture de toutes les trésoreries et la mise en place catastrophique d'une majorité de Services de Gestion Comptable illustrent parfaitement le sabotage pur et simple de notre Service Public par le gouvernement via Bercy et nos directeurs locaux successifs... La situation n'était déjà pas terrible et l'ambiance générale entre démotivation, écœurement, covid et télétravail, et maintenant Ukraine, n'est pas à l'allégresse.

La Cgt, pour sa part, continue de porter le flambeau et invite les agents à ne jamais renoncer et à éventuellement être prêts à venir à la rescousse d'agents menacés par la direction...

Car tout dernièrement, le chef des SPF vient d'accuser les agents du SPF2 de sabotage et la direction en rajoute en les menaçant d'un audit de sécurité... Que notre directrice soit incapable d'empathie et de communication est une chose. Qu'elle ne fasse toujours pas, malgré nos alertes, respecter les règles les plus élémentaires en matière de validation de congés au SIP Réart en est une autre. Mais qu'en plus, elle en vienne à menacer des agents du SPF2 d'un audit de sécurité (dont personne ne sait ce que ça signifie)... il va peut être falloir se calmer !

**Explications de la Cgt:**

Les 2 bureaux des SPF accusent toujours beaucoup de retard dans la publication des actes notariés. Le SPFE1 (qui s'occupe pour résumer du territoire de Perpignan et de la côte) était au départ nettement plus en difficulté. Des moyens vraiment très importants ont donc été mis en place par la direction (renfort de brigadiers, EDR, détachements...) sur ce service. C'est bien. Mais le SPF2 (qui s'occupe du territoire au dessus de Perpignan à partir de Thuir) a été complètement délaissé en terme de renfort. Pire, des postes vacants n'ont jamais été comblés sur ce 2eme bureau et la situation vient encore de s'aggraver dernièrement... Si la direction se préoccupait vraiment un tant soi peu de l'impact du retard des SPF pour l'ensemble des services du département, elle aurait -à minima- un peu renforcé le SPF2 au lieu de concentrer l'ensemble des renforts sur un seul service. Mais pour la direction, fi du retard, ce qui compte c'est la fusion (rappel de la contrainte technique nationale d'avoir un délai de publication similaire entre les deux services pour pouvoir faire la fusion). Ainsi la direction est responsable de l'organisation d'un retard délibéré sur le SPF2. Jusque là, rien de nouveau...

**Hartung, sabotage !**

Mais pour arriver coûte que coûte à la fusion, le responsable des SPF-certainement sur ordre de la direction - avait il y a quelque temps déjà osé demander une seule fois oralement à quelques agents du SPF2 (ceux qui n'étaient pas en télétravail ce jour là) de ne pas fermer les journées de publication, ce qui fait pourtant parti de leur métier. Ainsi, l'écart se réduisait virtuellement entre les 2 bureaux pour permettre techniquement la fusion. Bien sur, aucune consigne écrite n'a été donnée puisque cette consigne demande de ne pas respecter la procédure de travail . Pendant des semaines, les agents du SPF2 se sont pliés à cette consigne officielle. Mais dernièrement, des agents ont collectivement fait le choix de faire correctement leur travail et ont fermé ensemble la même journée. L'écart de publication s'est aussitôt creusé entre les deux SPF. Fou de colère, le chef a accusé les agents de sabotage (rien que ça) et dans la foulée la directrice menace d'un audit de sécurité (personne ne sait ce que c'est, à part une enquête pour savoir qui a appuyé sur le bouton ?). Dès le lendemain, les agents ont reçu une note de service leur ordonnant de ne plus fermer les journées de publication. Un ordre écrit aurait été fait dès le début, on n'en serait pas arrivé là !

**On arrive quand même à une situation incroyable !**

- Vu l'incompétence notoire de ces hauts responsables qui n'ont suivi aucune préconisation du rapport d'audit.

- Vu donc leur responsabilité pleine et entière dans le retard de publication des SPF et leur choix d'aggravation volontaire du retard du SPF2

- Vu les premières consignes orales demandant aux agents du SPF2 de saboter le travail (car il y a un vrai impact négatif pour les notaires et les usagers à ne pas fermer les journées de publication)

- Vu la note de service qui confirme le premier ordre officieux, et qui ouvre de fait une faille de sécurité (en cas de bug, de cyber-attaque, tous les actes passés peuvent être perdus)

**Que le chef de service ose parler de sabotage de la part des agents et que Mme Guillouet les menace d'un audit de sécurité est une énormité qui n'a d'égale que leur obsession indécente de la fusion et leur dédain total de tout ce qui touche au bon accomplissement de nos missions ! Remettons un peu les choses dans l'ordre:**

La Cgt 66 -tout comme le rapport d'audit externe (il ne faut quand même pas l'oublier celui là) accuse la direction et le responsable de SPF d'être les principaux responsables de l'accroissement initial du retard de publication qui continue d'avoir un impact considérable sur de nombreux services. A quel moment la DG prend des sanctions ?

La Cgt 66 accuse la directrice et son chef des SPF de sabotage des missions dévolues au SPF2, mais l'accuse également de mise en danger informatique. Et le délégué interrégional, il sert à quoi ?

**La Cgt vient de prévenir les notaires de l'impact important du choix irresponsable de la direction. Nous avons également prévenu la presse pour leur proposer une conférence avec l'intersyndicale.**

Nous ne rêvons pas, jamais aucun directeur ou chef de SPF n'a un jour eu à répondre de leur incapacité. Par contre, il était normal de remettre les pendules à l'heure (notamment auprès des notaires et de la presse) et surtout de commencer à informer l'ensemble des agents d'être prêts à être solidaires des agents du SPF2 si la direction voulait s'en prendre à ces collègues, qui étaient à jour il n'y a pas si longtemps et qui le seraient encore si la direction n'avait pas tout fait pour organiser leur retard !

Journée pour le droit des femmes le 8 mars, nouvelle grève le 17 mars... Nous vous informerons prochainement des initiatives concrètes que nous pourrions avoir vis à vis de cette direction si son côté revanchard persiste...

Encore une fois,cette direction est en dessous de tout ! On apprend qu'elle vient juste de lancer un appel d'offre pour Rivesaltes alors qu'elle nous avait assuré que c'était déjà fait depuis un moment. Le Cadastre lui va récupérer une taxe d'aménagement dépendant jusqu'alors d'un autre ministère, et alors que le service est sinistré se profile en grand l'arrivée de la mission sans aucun agent... Le transfert du RAR des SIP recouvrement et des SIE vers le PRS aurait lieu en 2023: quel impact pour les agents du recouvrement qui iront par exemple à Rivesaltes ? Ils reviendront dans la foulée ? On nous cache tout, on nous dit rien. Beaucoup d'agents ne trouvent plus de sens à leur travail ou baissent les bras. Quel gâchis !

oooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooo

Vers l'infini et au delà ?

**Quel constat peut-on aujourd'hui tirer d'années de suppressions d'emplois et de réformes en tout genre ? L'avis quasi unanime des agents de toutes catégories, c'est qu'aujourd'hui, le Service Public n'est plus rendu correctement - faute de moyens humains - et que la DG et les DDFIP se contrefichent bien de nos missions... Ils ne sont là que pour aller toujours plus loin dans la casse de notre administration... et peu importe au passage les dégâts humains ...**

L'unique motif de cette casse ne consiste certainement pas à faire des économies budgétaires "en optimisant nos process de travail" grâce à la modernisation ! Si ce discours officiel correspondait à une quelconque réalité, nos missions continueraient alors d'être assurées correctement (et nous aurions alors peut être une informatique performante)... Non, la finalité consiste bien à saborder purement et simplement les Services Publics. Plusieurs raisons à tout cela: offrir au privé tout ce qui peut l'être (Aéroports de Paris, Française des Jeux...) et réduire encore la redistribution en faisant payer *intégralement* de manière identique un smicard ou un milliardaire pour avoir accès à des services "offerts à la concurrence". On a vu le résultat pour EDF avec l'explosion des tarifs.... ! Mais ainsi, les très riches ont de nouveaux marchés à conquérir... et en bonus n'auront plus - via la redistribution - à participer au financement de Services Publics ! Le grand principe républicain de redistribution via la fiscalité s'est d'ailleurs déjà inversé quand on voit que la redistribution de l'impôt va déjà essentiellement des classes moyennes vers les grosses fortunes (que ce soient des multinationales ou des milliardaires)... C'est un débat essentiel à avoir pour notre avenir et les

élections présidentielles offrent la possibilité de changer les choses, à condition évidemment d'aller enfin voter massivement, non pour un homme, mais bien pour le programme de votre choix.

**Colonne de droite publique:** [En direct des sections](#)

**Public:** [Tracts Sections](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDE](#)

Leave this field blank

---